



CHAPITRE 134

Loi des autoroutes

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Interprétation : 1. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent :

« auto-
route »;
« minis-
tre »;
« Office ».

« enseigne
lumineu-
se ».

a) « autoroute » : une voie de circulation rapide, à accès limité et à péage;
b) « ministre » : le ministre de la voirie;
c) « Office » : l'Office des autoroutes du Québec institué en vertu de la présente loi;
d) « enseigne lumineuse » : tout appareil d'éclairage d'une affiche par l'électricité ou le gaz et toute affiche lumineuse ou recouverte de peinture ou enduit réfléchissant. S. R. 1941, c. 141A, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, a. 1.

SECTION II

CONSTITUTION ET POUVOIRS DE L'OFFICE

Corpora-
tion.
Nom. 2. Une corporation est constituée par la présente loi sous le nom, en français de « Office des autoroutes du Québec », et, en anglais, de « Quebec Autoroutes Authority ». S. R. 1941, c. 141A, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Composi-
tion. 3. L'Office est composé de cinq mem-
bres, dont un président et un vice-prési-
dent. Les membres sont nommés par le
lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe
leur traitement. S. R. 1941, c. 141 A, a. 4
(partie); 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Président. 4. Le président de l'Office demeure en
fonction pendant dix années consécutives

CHAPTER 134

Autoroutes Act

DIVISION I

INTERPRETATIVE PROVISIONS

Interpre-
tation: 1. In this act, the following expres-
sions mean:

(a) "autoroute": a toll-charge, limited
access, rapid-transit highway;
(b) "Minister": the Minister of Roads;
(c) "Authority": the Quebec Autoroutes
Authority established under this act;
(d) "luminous sign": any device for
lighting a poster by electricity or gas and
any luminous poster or poster covered
with a reflecting paint or coating. R. S.
1941, c. 141A, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1;
10-11 Eliz. II, c. 35, s. 1.

Interpre-
tation:
"auto-
route";
"Minis-
ter";
"Author-
ity";
"luminous
sign".

DIVISION II

CONSTITUTION AND POWERS OF THE AUTHORITY

Corpora-
tion.
Name. 2. A corporation is constituted by this
act under the name, in English of "Que-
bec Autoroutes Authority", and in French
of "Office des autoroutes du Québec".
R. S. 1941, c. 141A, s. 3; 9-10 Eliz. II, c.
62, s. 1.

Composi-
tion. 3. The Authority shall be composed
of five members, including a chairman and
a vice-chairman. The members shall be
appointed by the Lieutenant-Governor in
Council, who shall fix their salaries. R. S.
1941, c. 141A, s. 4 (part); 9-10 Eliz. II,
c. 62, s. 1.

Chairman. 4. The chairman of the Authority
shall remain in office for ten consecutive

et après l'expiration de son mandat, jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau. Il ne peut être destitué que pour cause et son traitement ne peut être réduit. S. R. 1941, c. 141A, a. 4 (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 12-13 Eliz. II, c. 42, a. 1.

years and after the expiration of his term of office, until he has been replaced or re-appointed. He cannot be dismissed except for cause and his salary cannot be decreased. R. S. 1941, c. 141A, s. 4 (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1; 12-13 Eliz. II, c. 42, s. 1.

Intérêt dans entreprise de construction, etc. 5. Aucun membre de l'Office ne doit avoir un intérêt, direct ou indirect, dans une entreprise de construction ou d'entretien de routes, ni dans une entreprise de fabrication ou de vente de machineries, d'appareils ou de matériaux utilisés dans la construction ou l'entretien de routes.

5. No member of the Authority shall have any interest, direct or indirect, in any road construction or road maintenance undertaking, or in any undertaking for the manufacture or sale of machinery, appliances or materials used in the construction or maintenance of roads. **Interests forbidden.**

Idem. Si, lors de sa nomination, un membre de l'Office possède un tel intérêt ou si un tel intérêt lui échoit ultérieurement, par succession, donation ou autrement, il est tenu d'en disposer immédiatement. S. R. 1941, c. 141A, a. 5; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

If, upon his appointment, a member of the Authority has such an interest or if he acquires the same subsequently by succession, gift or otherwise, he must dispose thereof immediately. R. S. 1941, c. 141A, s. 5; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. **Idem.**

Pouvoirs. 6. L'Office est investi des pouvoirs généraux d'une corporation conciliables avec la présente loi, en outre des pouvoirs spéciaux que celle-ci lui confère.

6. The Authority shall have the general powers of a corporation that are consistent with this act, besides the special powers assigned to it by this act. **Powers.**

Siège social. Il a son siège social dans la ville de Montréal. Cependant, il peut fixer son siège social dans une autre localité du district judiciaire de Montréal, en donnant connaissance de ce changement par avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 141A, a. 6; 9-10 Eliz. II, c. 62 a. 1.

It shall have its corporate seat in the city of Montreal. But it may fix its corporate seat in another locality of the judicial district of Montreal, on making known such change by notice published in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 141A, s. 6; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. **Corporate seat.**

Quorum. 7. Le quorum de l'Office est de trois membres.

7. The quorum of the Authority shall be three members. **Quorum.**

Président. Le président a droit de voter comme membre et il a un vote prépondérant au cas de partage égal des voix. S. R. 1941, c. 141A, a. 7; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

The chairman may vote as a member and shall have a casting vote in the case of an equality of votes. R. S. 1941, c. 141A, s. 7; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. **Chairman.**

Remplacements. 8. Au cas d'incapacité d'agir du président ou d'un membre de l'Office par suite d'absence ou de maladie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une autre personne pour le remplacer temporairement et fixer son traitement. S. R. 1941, c. 141A, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

8. In the case of the inability to act of the chairman or of a member of the Authority by reason of absence or sickness, the Lieutenant-Governor in Council may appoint another person to replace him temporarily, and fix his salary. R. S. 1941, c. 141A, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. **Temporary replacements.**

Fonctionnaires et employés. 9. Les fonctionnaires et employés requis par l'application de la présente loi sont nommés suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 13).

9. The functionaries and employees required for the carrying out of this act shall be appointed in accordance with the provisions of the Civil Service Act (Chap. 13). **Personnel.**

Expert.	Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer et adjoindre à l'Office tout expert nécessaire et fixer sa rémunération. S. R. 1941, c. 141A, a. 9; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.	The Lieutenant-Governor in Council may appoint and assign to the Authority any requisite expert, and fix his remuneration. R. S. 1941, c. 141A, s. 9; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.	Experts.
Agent.	10. L'Office est, pour les fins de la présente loi, un agent de la couronne aux droits de la province.	10. The Authority, for the purposes of this act, shall be an agent of the Crown in the right of the Province.	Agent of the Crown.
Propriété de la couronne.	Les biens meubles et immeubles en la possession de l'Office sont la propriété de la couronne aux droits de la province.	Moveable and immoveable property in the possession of the Authority shall belong to the Crown in the right of the Province.	Crown property.
Acquisition ou aliénation.	Toute acquisition ou aliénation de biens immeubles par l'Office doit être préalablement autorisée, généralement ou spécialement, par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 141A, a. 10; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.	Every acquisition or alienation of immoveable property by the Authority must first be authorized, generally or specially, by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 141A, s. 10; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.	Immoveable property.
Immunités.	11. Les membres de l'Office, ses fonctionnaires et ses employés ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. S. R. 1941, c. 141A, a. 11; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.	11. The members of the Authority, its functionaries and employees cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions. R. S. 1941, c. 141A, s. 11; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.	Immunity.
Procédures défendues.	12. Aucun bref de <i>quo warranto</i> , de <i>mandamus</i> , de <i>certiorari</i> , de prohibition ne peut être émis, ni aucune injonction accordée contre l'Office, ni contre ses membres agissant en leur qualité officielle. S. R. 1941, c. 141A, a. 12; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.	12. No writ of <i>quo warranto</i> , <i>mandamus</i> , <i>certiorari</i> or prohibition may be issued and no injunction may be granted against the Authority or against its members acting in their official capacity. R. S. 1941, c. 141A, s. 12; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.	Proceedings prohibited.
Recours en justice.	13. Tout recours en justice en raison d'un acte ou d'un fait quelconque résultant de l'exercice des pouvoirs conférés à l'Office par la présente loi est exercé contre ce dernier et non contre le gouvernement.	13. Every judicial recourse by reason of any act or thing resulting from the exercise of the powers conferred on the Authority by this act shall lie against the Authority and not against the Government.	Judicial recourse.
Avis par écrit.	Toutefois, aucune poursuite judiciaire ne peut être intentée contre l'Office, à moins qu'avis n'en ait été donné par écrit au procureur général, au siège du gouvernement, et à l'Office, à son siège social, au moins trente jours avant l'émission de l'assignation.	Nevertheless, no judicial proceedings shall be brought against the Authority unless notice thereof has been given in writing to the Attorney-General at the seat of government and to the Authority at its corporate seat, at least thirty days before the issuing of the summons.	Notice.
Acquittement de jugement.	Le ministre des finances doit acquitter tout jugement rendu contre l'Office à même les deniers mis à sa disposition pour ces fins ou, s'ils sont insuffisants, à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 141A, a. 13; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.	The Minister of Finance shall pay every judgment rendered against the Authority out of the moneys placed at his disposal for such purpose or, if they are insufficient, out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 141A, s. 13; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.	Payment of judgments.

Saisie mobilière ou immobilière.

14. Aucune saisie mobilière ou immobilière, par voie de saisie-exécution, de saisie-arrêt avant jugement, de saisie-arrêt après jugement ou par toute autre voie ne peut être pratiquée contre les biens en la possession de l'Office. S. R. 1941, c. 141A, a. 14; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

14. No seizure of moveables or immovable by way of seizure in execution, seizure by garnishment before judgment, seizure by garnishment after judgment or by any other means shall be effected against the property in the possession of the Authority. R. S. 1941, c. 141A, s. 14; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. No right of seizure.

SECTION III

BUT DE L'OFFICE

Objet.

15. L'Office a pour objet:

a) l'étude de tout projet d'autoroutes et de travaux connexes que peut lui confier en tout temps le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) la préparation de plans et devis de tout projet d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil;

c) la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations et tous travaux connexes, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil;

d) l'administration des autoroutes;

e) l'exécution des travaux d'entretien et de réparations nécessaires pour maintenir les autoroutes en bon état;

f) l'établissement de règlements concernant ces voies de communication;

g) l'emploi d'agents pour assurer l'observance de la loi et des règlements concernant ces voies de communication. S. R. 1941, c. 141A, a. 15; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, a. 2.

Plans et devis.

16. L'Office doit soumettre au ministre tous plans et devis pour la construction d'autoroutes, voies de raccordement, améliorations, et tous travaux connexes projetés. La construction ne peut en être commencée qu'après approbation de ces plans et devis par le ministre et elle doit être effectuée conformément à ceux-ci. S. R. 1941, c. 141A, a. 16; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Acquisition ou expropriation.

17. Pour les fins des travaux mentionnés à l'article précédent l'Office peut, avec l'autorisation du ministre, acquérir de gré à gré ou par expropriation, les immeubles et droits réels qu'il juge néces-

DIVISION III

OBJECT OF THE AUTHORITY

15. The object of the Authority shall be: Object.

(a) the study of any projected autoroutes and related works which may be assigned to it at any time by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) the preparation of plans and specifications for any projected autoroutes, connecting highways, improvements and all related works, upon order of the Lieutenant-Governor in Council;

(c) the construction of autoroutes, connecting highways, improvements and all related works, upon order of the Lieutenant-Governor in Council;

(d) the administration of autoroutes;

(e) the carrying out of the necessary maintenance and repair work to preserve the autoroutes in good condition;

(f) the adoption of regulations respecting such highways;

(g) the employment of constables to ensure compliance with the law and regulations respecting such highways. R. S. 1941, c. 141A, s. 15; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, s. 2.

16. The Authority shall submit to the Minister all plans and specifications for the construction of autoroutes, connecting highways, improvements and any proposed related works. Construction thereof shall not be commenced until after the approval of such plans and specifications by the Minister and it must be effected in conformity with the same. R. S. 1941, c. 141A, s. 16; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1. Plans and specifications.

17. For the purposes of the works mentioned in the preceding section, the Authority, with the authorization of the Minister, may acquire, by agreement or expropriation, such immoveables and real Acquisition of immoveables.

saires. S. R. 1941, c. 141A, a. 17; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Partie d'immeuble.

18. Quand une partie seulement d'un immeuble est requise, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser l'Office à l'exproprier en entier et l'Office peut alors disposer de la partie dont il n'a pas besoin. S. R. 1941, c. 141 A, a. 18; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Expropriation illimitée.

19. Les pouvoirs d'expropriation conférés par la présente loi peuvent être exercés à l'égard de tout immeuble même consacré à un usage public et même non susceptible d'expropriation d'après toute loi générale ou spéciale. S. R. 1941, c. 141A, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Procédure.

20. L'expropriation autorisée par la présente loi est faite en la manière prévue pour l'expropriation par le gouvernement de cette province, lorsqu'elle est requise pour les fins de la Loi de la voirie (chap. 133), l'Office agissant aux lieu et place du ministre et exerçant les pouvoirs de ce dernier. S. R. 1941, c. 141A, a. 20; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Indemnités et frais.

21. Relativement aux autoroutes, les indemnités d'expropriation et les frais occasionnés par les procédures d'expropriation font partie des dépenses de l'Office. S. R. 1941, c. 141A, a. 21; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Circulation et taux de péage. Approbation.

22. L'Office peut réglementer la circulation sur chaque autoroute et fixer des taux de péage pour son usage.

Ces règlements deviennent exécutoires après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dérégulation.

Les règlements de l'Office peuvent déroger aux dispositions du Code de la route (chap. 231) quant à la vitesse permise. S. R. 1941, c. 141A, a. 22; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Infraction.

23. Quiconque contrevient à un des règlements mentionnés à l'article précédent commet une infraction et est passible des peines prévues au paragraphe 4° de l'article 66 du Code de la route

rights as it deems necessary. R. S. 1941, c. 141A, s. 17; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

18. Whenever only part of an immovable is required, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Authority to expropriate the whole of it and the Authority may afterwards dispose of the part not required. R. S. 1941, c. 141A, s. 18; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Part of an immovable.

19. The powers of expropriation conferred by this act may be exercised in respect of any immovable, even one set apart for public use or that, according to some general law or special act, is not susceptible of expropriation. R. S. 1941, c. 141A, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Unlimited power to expropriate.

20. The expropriation authorized by this act shall be effected in the manner provided for expropriation by the Government of this Province, whenever the same is required for the purposes of the Roads Act (Chap. 133), the Authority acting in the place and stead of the Minister and exercising his powers. R. S. 1941, c. 141A, s. 20; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Procedure.

21. As regards autoroutes, the expropriation indemnities and costs incurred for expropriation proceedings shall form part of the expenses of the Authority. R. S. 1941, c. 141A, s. 21; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Indemnities, costs.

22. The Authority may regulate traffic on each autoroute and fix tolls for its use.

Traffic and tolls.

Such regulations shall become executory after approval by the Lieutenant-Governor in Council and publication in the *Quebec Official Gazette*.

Approval.

The regulations of the Authority may derogate from the provisions of the Highway Code (Chap. 231) as regards the speed permitted. R. S. 1941, c. 141A, s. 22; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Derogation.

23. Whosoever contravenes any of the regulations mentioned in the preceding section shall be guilty of an offence and liable to the penalties provided in subparagraph 4 of section 66 of the High-

Offence.

(chap. 231). S. R. 1941, c. 141A, a. 23; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

way Code (Chap. 231). R. S. 1941, c. 141A, s. 23; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Affiches,
etc.

24. 1. Les affiches et panneaux-réclame ainsi que les enseignes lumineuses sont prohibés le long des autoroutes et des voies de raccordement en deçà d'une distance déterminée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qui peut varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute.

24. (1) Posters and signboards as well as luminous signs are prohibited along autoroutes and connecting highways within a distance determined by order of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Quebec Official Gazette*, which may vary from one autoroute to another or from one part of an autoroute to another. Posters,
etc.

Occupant
d'une
construc-
tion.

2. L'occupant d'une construction où il exerce une profession ou occupation, peut, en deçà de la distance prescrite, y placer en vertu d'un permis accordé par l'Office une affiche ou une enseigne lumineuse ne comportant que son nom.

(2) The occupant of a building where he carries on a profession or occupation may, within the prescribed distance, erect thereon under a permit granted by the Authority a poster or luminous sign bearing his name only. Occupant
of a build-
ing.

Dimen-
sion, etc.

3. Les dimensions et caractéristiques de telle affiche ou enseigne lumineuse ainsi que l'endroit où elle peut être posée sont déterminés dans le permis.

(3) The dimensions and particulars of such poster or luminous sign and the place where it may be placed shall be determined in the permit. Dimen-
sions, etc.

Plus d'un
occupant.

4. L'Office peut accorder un permis à plus d'un occupant d'une même construction.

(4) The Authority may grant a permit to more than one occupant of the same building. More than
one occu-
pant.

Droit
d'entrée.

5. Tout représentant autorisé de l'Office peut en tout temps pénétrer sur la propriété privée pour inspecter les affiches, panneaux-réclame ou enseignes lumineuses qui s'y trouvent.

(5) Any authorized representative of the Authority may at any time enter upon private property to examine the posters, signboards or luminous signs located there. Right of
entry.

Infrac-
tion.

6. Quiconque contrevient au paragraphe 1 commet une infraction et est passible des sanctions édictées aux articles 9, 10 et 11 de la Loi des panneaux-réclame et affiches (chap. 135). Les poursuites en vertu du présent paragraphe sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la deuxième partie de cette loi s'y applique. S. R. 1941, c. 141A, aa. 24, 24a, 24b, 25 et 25e (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, aa. 3 et 4; 12-13 Eliz. II, c. 42, aa. 2 et 3.

(6) Whosoever contravenes subsection 1 shall be guilty of an offence and liable to the penalties enacted in sections 9, 10 and 11 of the Signboards and Posters Act (Chap. 135). Proceedings under this subsection shall be taken in accordance with the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of such act shall apply thereto. R. S. 1941, c. 141A, ss. 24, 24a, 24b, 25 and 25e (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, ss. 3 and 4; 12-13 Eliz. II, c. 42, ss. 2 and 3. Offence.

Cimetiè-
res
d'autos.

25. 1. Les cimetières d'automobiles sont prohibés le long des autoroutes et des voies de raccordement en deçà d'une distance déterminée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec* et qui peut varier d'une autoroute à l'autre ou d'une partie à l'autre du parcours d'une autoroute ou d'une voie de raccordement.

25. (1) Old car dumps are prohibited along autoroutes and connecting highways within a distance determined by order of the Lieutenant-Governor in Council, published in the *Quebec Official Gazette* and which may vary from one autoroute to another or from one part of an autoroute or connecting highway to another. Old car
dumps.

Responsa-
bilité.

2. Lorsqu'une infraction du paragraphe 1 est commise, les personnes suivantes

(2) When an infringement of subsection 1 is committed, the following persons Persons
liable.

sont passibles des peines édictées par le paragraphe 3 :

a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;

b) le propriétaire des véhicules qui y sont déposés.

Peines.

3. Toute infraction du paragraphe 1 rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende de vingt à quarante dollars au cas d'une première infraction et de quarante à cent dollars au cas de toute infraction subséquente dans les douze mois suivants.

Enlèvement des véhicules.

4. Le tribunal qui prononce la sentence ordonne que les véhicules qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés dans un délai de huit jours à compter de la sentence, et ce aux frais de la personne condamnée.

Dispositions applicables.

5. Les poursuites en vertu du paragraphe 3 sont intentées suivant la Loi des poursuites sommaires (chap. 35) et la deuxième partie de cette loi s'y applique S. R. 1941, c. 141A, aa. 25a à 25e (*partie*); 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, a. 5; 12-13 Eliz. II, c. 42, a. 3.

Garde-neige.

26. L'Office peut installer des garde-neige sur les terrains adjacents aux autoroutes, à des endroits appropriés, mais de façon à ne pas causer de dommages et dans aucun cas devant des maisons ou autres bâtiments. S. R. 1941, c. 141A, a. 26; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Nom.

27. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office peut donner un nom à toute autoroute ou section d'autoroute. S. R. 1941, c. 141A, a. 27; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

shall be liable to the penalties provided by subsection 3:

(a) the owner, lessee or occupant of the land;

(b) the owner of the vehicles deposited thereon.

(3) Every infringement of subsection 1 shall render the offender liable, in addition to the costs, to a fine of twenty to forty dollars for a first offence and of forty to one hundred dollars in the case of any subsequent offence within the ensuing twelve months.

(4) The court which pronounces the sentence shall order that the vehicles concerned in the infringement be removed within a delay of eight days from the date of the sentence, at the expense of the person convicted.

(5) Proceedings under subsection 3 shall be taken in accordance with the Summary Convictions Act (Chap. 35) and Part II of such act shall apply thereto. R. S. 1941, c. 141A, ss. 25a to 25e (*part*); 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, s. 5; 12-13 Eliz. II, c. 42, s. 3.

26. The Authority may install snow guards on lands adjacent to autoroutes, at appropriate places, but in such manner as to cause no damage and in no case in front of houses or other buildings. R. S. 1941, c. 141A, s. 26; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

27. With the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Authority may give a name to any autoroute or section thereof. R. S. 1941, c. 141A, s. 27; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

SECTION IV

REVENUS ET EMPLOI DES FONDS

Taux de péage.

28. Les taux établis pour l'usage de chaque autoroute doivent être fixés, autant que possible, à un niveau suffisant pour rencontrer

a) les frais d'exploitation et d'entretien;

b) les frais généraux de l'Office;

c) l'intérêt du capital engagé;

DIVISION IV

REVENUES AND USE OF FUNDS

28. The tolls established for the use of each autoroute shall be fixed, so far as possible, at a level sufficient to meet

(a) the cost of operation and maintenance;

(b) the general expenses of the Authority;

(c) interest on the capital invested;

d) l'amortissement de ce capital sur une période maximum de cinquante ans;

e) une réserve adéquate pour la conservation, l'entretien, la réparation et le renouvellement de l'autoroute et pour les dépenses imprévues.

Ajustement.

Ces taux doivent être ajustés au besoin de façon que les revenus de l'Office n'excèdent pas les dépenses et obligations ci-dessus énumérées. S. R. 1941, c. 141A, a. 28; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Réserves et fonds d'amortissement.

29. L'Office doit placer les réserves prévues à l'article précédent y compris les fonds d'amortissement, de la manière et au temps fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 141 A, a. 29; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Revenus.

30. Tous montants provenant des opérations de l'Office sont versés au ministre des finances et portés au fonds consolidé du revenu. Ils sont ensuite dépensés pour les fins de l'Office avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 141A, a. 30; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Dépenses.

31. Les dépenses de l'Office sont acquittées par paiement direct du ministre des finances pour le compte de l'Office et soumises aux dispositions régissant l'utilisation des crédits budgétaires. S. R. 1941, c. 141A, a. 31; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Règlements spéciaux.

32. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements spéciaux touchant les conditions des contrats et engagements au nom de l'Office et il peut déterminer en quels cas ces contrats et engagements seront soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil de la trésorie ou du contrôleur; les articles 28 à 32 de la Loi du ministère des finances (chap. 64) s'appliquent à l'Office *mutatis mutandis*.

Dispositions non applicables.

La Loi du service des achats du gouvernement (chap. 18) ne s'applique pas à l'Office. S. R. 1941, c. 141A, a. 32; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

(d) amortization of such capital over a maximum period of fifty years;

(e) a reserve sufficient for the preservation, maintenance, repair and renewal of the autoroute and for unforeseen expenses.

Adjustment.

Such tolls shall be adjusted if necessary so that the revenues of the Authority shall not exceed the above mentioned expenses and obligations. R. S. 1941, c. 141A, s. 28; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

29. The Authority shall invest the reserves provided for in the preceding section, including sinking-funds, in the manner and at the time fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 141A, s. 29; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Investment of reserves, etc.

30. All amounts derived from the operations of the Authority shall be paid to the Minister of Finance and entered in the consolidated revenue fund. They shall thereafter be expended for the purposes of the Authority with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 141A, s. 30; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Revenues.

31. The expenses of the Authority shall be paid directly by the Minister of Finance for the account of the Authority and shall be subject to the provisions governing the use of budgetary credits. R. S. 1941, c. 141A, s. 31; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Expenses.

32. The Lieutenant-Governor in Council may make special regulations respecting the conditions of the contracts and commitments in the name of the Authority and may determine in which cases such contracts and commitments shall be subject to approval either by the Lieutenant-Governor in Council or by the Treasury Board or by the comptroller; sections 28 to 32 of the Finance Department Act (Chap. 64) shall apply to the Authority *mutatis mutandis*.

Special regulations.

The Government Purchasing Service Act (Chap. 18) shall not apply to the Authority. R. S. 1941, c. 141A, s. 32; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Provisions not to apply.

Vérification. 33. Les comptes de l'Office doivent être vérifiés une fois l'an et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil, par un vérificateur qu'il nomme et dont il fixe la rémunération. S. R. 1941, c. 141A, a. 33; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Audit. 33. The accounts of the Authority shall be audited once a year and also whenever ordered by the Lieutenant-Governor in Council, by an auditor appointed by him and whose remuneration shall be fixed by him. R. S. 1941, c. 141A, s. 33; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Rapport. 34. L'Office doit, chaque année, avant le 31 mars, faire au ministre rapport des biens en sa possession, de ses opérations, de ses revenus et de ses dépenses pour la période terminée le 31 décembre précédent et ce rapport doit être déposé par le ministre à l'Assemblée législative dans les quinze jours suivants, si elle est alors en session, sinon dans les quinze premiers jours de la session suivante. S. R. 1941, c. 141A, a. 34; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, a. 6.

Report. 34. Before the 31st of March each year, the Authority shall make a report to the Minister of the property in its possession, its operations, its revenues and its expenses for the period ended on the preceding 31st of December, and such report shall be laid before the Legislative Assembly by the Minister within the ensuing fifteen days, if the Legislative is then in session, otherwise within the first fifteen days of the following session. R. S. 1941, c. 141A, s. 34; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1; 10-11 Eliz. II, c. 35, s. 6.

SECTION V

EMPRUNTS DE L'OFFICE

Emprunts. 35. Avec l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office peut contracter des emprunts, par billets, obligations ou autres titres, à un taux d'intérêt et à toutes autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 141 A, a. 35; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

Garantie, etc. 36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine

(a) garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office;

(b) garantir l'exécution de toute autre obligation de ce dernier;

(c) autoriser le ministre des finances de la province à avancer à l'Office tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi, à un taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

Paiement. Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties et les montants de ces avances sont pris à même le fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 141A, a. 36; 9-10 Eliz. II, c. 62, a. 1.

DIVISION V

LOANS OF THE AUTHORITY

Loans. 35. With the previous authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Authority may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine. R. S. 1941, c. 141A, s. 35; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.

Guarantee, etc. 36. The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he determines, may

(a) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Authority;

(b) guarantee the performance of any other obligation of the Authority;

(c) authorize the Minister of Finance of the Province to advance to the Authority any amount deemed necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

Payment. The sums which the government may be called upon to pay by virtue of such guarantees and the amounts of such advances shall be taken out of the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 141A, s. 36; 9-10 Eliz. II, c. 62, s. 1.